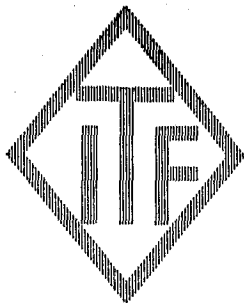




# FASCISME

N° 8

Amsterdam, le 20 octobre 1934.



Le marxisme est irréfutable! (I.T.F.) Le rédacteur pour les questions économiques de l'organe central nazi, le "Völkischer Beobachter" a cru devoir faire (le 5 octobre) la déclaration que voici: "Il est tout simplement impossible de réfuter Marx par des considérations théoriques économiques..... Le national-socialisme n'engage pas avec le marxisme de discussions théoriques économiques; il se borne à lui opposer un nouveau sens de la vie."

Le "sens de la vie" national-socialiste a été opposé au socialisme dans les camps de concentration et dans les chambres de torture des S.A. Après vingt années d'expériences, l'organe de Hitler est toutefois obligé de constater : le marxisme est irréfutable.

Encore trois millions qui ne peuvent plus s'acheter de la margarine (I.T.F.) La dictature nazie a fait monter le prix de la margarine: le peuple devait s'acheter ...du beurre. Or, depuis longtemps le beurre était devenu un luxe inaccessible pour les millions de chômeurs allemands; la margarine allait le devenir aussi.

En automne 1933, après 9 mois de dictature 20 millions d'Allemands n'étaient plus en mesure de s'acheter de la margarine sur leur pain sec. Il fallut délivrer 20 millions de cartes donnant droit à l'acquisition d'une faible quantité de margarine à prix réduit. A présent le conseiller ministériel, le Dr. Wegner, annonce qu'il faudra cet hiver 23 millions de cartes pour l'achat de margarine à prix réduit. Après encore 12 mois de paradis national-socialiste, il y a donc encore 3 millions dont la misère ne permet plus l'achat de margarine sans "carte".

Les banquiers peuvent être contents (I.T.F.) Le "programme économique de première urgence" du parti nazi déclare (page 22): "Nous réclamons l'étatisation des institutions bancaires".

Une des premières propositions du groupe national-socialiste au Reichstag en 1930 demandait "l'étatisation de toutes les sociétés bancaires" et une "expropriation sans indemnisation des fortunes des barons de la finance" (Reichstagsdrucksache 1930 N° 66).

A présent (le 19 septembre 1934) le chef de la "commission pour la politique économique du parti national-socialiste" a

déclaré dans une leçon du cours pour la formation de cadres dans les institutions bancaires et de crédit : "L'idée de vouloir procéder à une étatisation des banques dérive de conceptions vraiment enfantines" (Frankfurter Volksblatt, N°259). Les banquiers peuvent être contents.

Interdiction de photographier! (I.T.F.) Lors de l'inauguration de la campagne pour le secours d'hiver (le 9 octobre) le ministre de la Propagande, le Dr. Goebbels, a déclaré : "En considération de la misère, le Gouvernement limitera comme l'année passée, les frais de représentation au strict minimum." Le Chancelier Hitler a affirmé le 1er juillet 1934 que ce minimum coûtait, uniquement pour l'état-major des S.A. berlinoises la jolie somme de 30.000 marks par mois uniquement en orgies. Quant aux frais des voitures de luxe, aucun chiffre n'a été nommé.

Le Dr. Goebbels a assuré que le Gouvernement éviterait dorénavant "d'offrir aux pauvres le spectacle provocant de voir leurs ministres attablés à des festins pendant que le peuple a faim". On aura donc soin que les rideaux ne soient pas transparents et les photographes ne seront pas admis.....

Amour et eau claire (I.T.F.). Dans la "Nationalsozialistische Frauenwarte" (N° 4) la femme d'un chômeur décrit comment elle vit, avec son mari et un enfant de deux ans, d'une allocation de 12,80 marks (env. 75 francs français) par semaine : "Vu que pour le loyer nous ne payons que 5 marks, mon mari peut me donner 7 marks pour le ménage. Avec les 80 pfennigs qui restent il doit payer l'éclairage, ses ressemellages et le charbon. Mais ça, c'est son affaire". (100 kgs de charbon coûtent 2 à 2,50 marks!)

"Que préparer tous les jours?... Quelques exemples. Le lundi: de la purée de pommes de terre avec des oignons rotis; c'est bon lorsqu'on y ajoute un petit peu de lait et de graisse et qu'on y consacre beaucoup d'amour et de soin. Ces deux ingrédients ne coûtent rien et assaisonnent tous les plats. Et alors, on peut encore se représenter auprès un beau rôti.

Le mardi: soupe au lait et pommes de terre sautées. Le mercredi: soupe aux fèves avec un peu de lard et en pensée, un beau saucisson. Ainsi la moitié de la semaine est déjà passée. Pour les autres jours une ménagère pratique trouve bien de quoi dîner. Un visage d'enfant rayonnant et quelques fleurs ou une branche de sapin, ornent la table."

La rédaction du périodique qualifiait l'auteur de cet article d'"arithméticienne consommée". Des femmes de chômeurs toutefois qui ont lu ce tour de force arithmétique étaient indignées de l'impudence du rédacteur national-socialiste bien-nourri qui ose recommander aux sans-travail d'ajouter--en pensée--un rôti à leur sobre dîner. Elles savent par expérience qu'un petit peu de lait et de graisse ne suffit pas pour faire rayonner un visage d'enfant et elles ont sans ambages communiqué leur opinion à la rédaction. Celle-ci s'est vu obligée de s'excuser et de reconnaître que le tour de force arithmétique était "trop optimiste et en effet partiellement réfutable". Seulement, écrivait-elle, "l'esprit" de l'exposé doit servir "d'avertissement et d'exemple à nous tous". Les riches ne se refusent rien et les chômeurs se nourrissent d'un morceau de rôti imaginaire. C'est là le "véritable esprit combatif national-socialiste!"

Coolies de plantations. (I.T.F.) La dictature nazie a transformé le petit excédent d'exportation en un excédent d'importation par ses importations de matières premières pour les armements. De la sorte les devises nécessaires pour l'importation de produits alimentaires et de matières premières pour l'industrie des vêtements, font défaut. On cherche par conséquent à produire à l'intérieur du pays des "succédanés; seulement cet "ersatz" coûte plus cher que les produits de bonne qualité importés jusqu'à présent. En déprimant les salaires et au moyen de subventions aux employeurs, on veut rendre meilleur marché la production de matières premières indigènes. "Il ne faut pas que les salaires payés pour la production de matières premières nationales, soient trop élevés, si l'on ne veut pas que le produit devienne plus cher que celui qu'il remplace" (Völkischer Beobachter, 21 septembre 1934).

Les salaires les plus bas sont payés aux mineurs dans le service obligatoire du travail. Ils doivent faire des plantations d'une plante à fibres (malva meluca) pour remplacer la bourre importée jusqu'à présent de l'Amérique du Sud. Les jeunes qui doivent exécuter ce travail ne touchent plus que 25 pfennigs par jour. C'est encore sensiblement au-dessous de ce que gagnent--même dans le Troisième Reich-- les ouvriers agricoles. On espère que ces plantations remplaceront toute l'importation et permettront encore, grâce au labeur des "esclaves du travail", un excédent de production qui pourra être exporté à des prix de dumping.

L'exploitation des chômeurs. (I.T.F.) Le président de l'Office national allemand du placement, à qui on a confié des pouvoirs absolus, a décrété que cet hiver encore le plus grand nombre possible de chômeurs des villes devront être employés loin de leur domicile aux travaux pour combattre le chômage. La rétribution de ces travailleurs est misérable. "Lorsque des chômeurs pères de familles nombreuses sont employés à ces travaux d'assistance, le salaire touché par eux est bien inférieur au secours touché précédemment par eux du fonds de bienfaisance. Tandis que les travailleurs mariés, pères de 2 à 3 enfants atteignent tout juste (!) le taux du secours, ceux qui ont 4 enfants ou davantage doivent se contenter d'un salaire bien inférieur à l'ancien taux du secours arrêté selon les principes de l'assistance publique!" ( d'un rapport du district Hanovre-Brunswick du sud du parti national-socialiste à l'Office pour la politique municipale du parti à Munich, publié dans le premier numéro d'octobre de la "Nationalsozialistische Gemeinde"). Or, on déduit encore le prix du transport à l'endroit du travail, généralement très éloigné, de ces salaires aux ouvriers des travaux d'assistance, salaires qui se trouvent déjà bien au-dessous des maigres secours de bienfaisance payés par les municipalités aux chômeurs de longue date. Le secrétariat du district Cologne-Aix-la-Chapelle, déclarait au secrétariat central du parti nazi: " La rétribution des travaux au barrage du Kallbach et de la Ruhr à Schwammenaul occasionne de sérieuses difficultés. Dans les deux cas les ouvriers perdent une partie importante de leur revenu par l'aller et le retour du travail, de manière que beaucoup ronchonnent à propos du montant vraiment petit du salaire touché en espèces. Il est vrai qu'une intervention énergique en cas de refus de travailler a pu enrayer ces refus, mais elle n'a pas pu d'autre part améliorer le moral des ouvriers. Le problème deviendra encore plus difficile lorsqu'il sera nécessaire de caser les travailleurs dans des baraquements. Alors les retenues pour le logement et la nourriture ainsi que le transport automobile du dimanche au domicile, seront si élevés que le restant sera tout à fait minime. Le conseiller Classen estime que cette difficulté ne pourra être surmontée que par l'introduction d'une journée de 10 heures". Après 60 heures de travail harassant, les ouvriers toucheront alors "un salaire bien inférieur" à l'ancien secours de bienfaisance!

Les chômeurs allemands s'opposent dans la mesure du possible à ce travail forcé dans les campements. L'interdiction de grève même ne fait plus reculer les désespérés ! Il est vrai qu'une "intervention énergique" en cas de refus de travail peut dans des cas individuels briser la résistance, mais dans les grandes villes les nationaux-socialistes sont obligés de céder devant les chômeurs indignés. Le directeur du bureau de placement de la ville de Dortmund a promis, sous leur pression, de renoncer à une déportation des pères de famille dans les campements.

Des camps de concentration pour chômeurs. (I.T.F.) La municipalité de Stuttgart a installé un "camp de prévoyance surveillée" pour "ceux des bénéficiaires du secours de bienfaisance dont on suppose, d'après leur disposition au travail, leur attitude ou toute leur mentalité(!) qu'ils ne trouveraient pas la voie vers la communauté populaire" (Frankfurter Zeitung N° 487/88).

Victimes de la bataille du travail (I.T.F.) . Les Nazis ne combattent pas le chômage mais les chômeurs. Ils déportent les chômeurs ayant droit à un secours aux camps de travail pour y peiner à des "salaires impossibles" (c'est Hitler lui-même qui a employé cette qualification le 21 mars 1934) et ils espèrent qu'une partie du moins des chômeurs préfèrent renoncer à l'assistance et se tirer d'affaire tant bien que mal auprès d'amis et de parents. Les plus pauvres uniquement qui ne peuvent trouver aucun appui auprès d'amis ou de parents, se plient aux mesures de coercition. Les mois d'été se prêtent

particulièrement à ces procédés funestes aux chômeurs. En 1933 déjà, pendant les mois de juin, juillet et août, 245.000 ouvriers ont disparu des statistiques de chômage des bureaux de placement allemands sans venir figurer dans la statistique de ceux qui ont du travail. Ils ont été expulsés des listes des bureaux de placement sans être placés.

Seulement, le résultat atteint ne suffisait pas, En février 1934, les communes "en état de détresse" étaient autorisées à ne payer aux chômeurs nouvellement établis sur leur territoire qu'une partie des secours localement en vigueur. Au mois de mai, on décida une interdiction pour tous les ouvriers agricoles. Celui qui pendant les 2 années écoulées avait travaillé, ne fût-ce que pendant 52 semaines, dans l'agriculture, voyait se fermer devant lui la grande majorité des professions non-agricoles. Pour Berlin et pour les ports de Hambourg et de Brême, on décréta l'interdiction de donner du travail à un ouvrier ou employé non originaire de la ville. Dix millions de mineurs enfin se voyaient menacés du chômage, un sur trois devait céder sa place. Nous constatons à présent le résultat de cette pression accrue; le chiffre officiel de fin août nous apprend que pendant les mois de mai, juin, juillet et août 131.000 chômeurs ont disparu des statistiques des bureaux de placement. D'habitude un chômeur qui obtient du travail disparaît de la statistique du bureau de placement mais reparaît dans celle de la Caisse d'assurance-maladie. Ces 131.000 toutefois ont disparu des statistiques des chômeurs et en même temps, le chiffre des salariés, loin d'augmenter, a reculé de 2.000! On peut donc dire que de nouveau 133.000 hommes ont perdu à tout jamais l'espoir de trouver du travail dans le Troisième Reich.

Encore une bulle de savon qui éclate. (I.T.F.) Afin d'éloigner les femmes des entreprises et économiser ainsi sur les secours de chômage, le régime nazi avait créé en juin 1933 les "prêts de mariage". Les femmes qui renoncent à leur emploi ou à leur allocation de chômage peuvent, dans des circonstances déterminées, toucher un prêt de mariage, jusqu'à concurrence de 500 marks, si elles s'engagent à ne pas accepter de travail rémunéré aussi longtemps que le prêt n'est pas entièrement remboursé ou que leur mari n'est pas indigent. La baisse du taux des secours et les salaires trop bas obligent cependant la majorité de ces jeunes mariées à chercher du travail.

A présent, après une année d'expérience voici l'opinion: du propagandiste: "La loi destinée à favoriser les mariages a déterminé un recul immédiat du nombre des chômeurs de 200.000" (le secrétaire d'Etat Reinhardt à Munich, le 10 juin 1934); de la femme de la pratique: "Les prêts de mariage ont donné lieu à plus d'une déception ..... Il n'y a pas de preuves sûres de ce que les prêts de mariage aient augmenté le nombre des emplois vacants" (Else Sander dans la publication "National-sozialistische Sozialpolitik", publiée en juillet 1934 par l'Office social du Front allemand du travail).

Les volontaires. (I.T.F.) La section de la Marche orientale du service allemand du travail publie une enquête sur la composition des effectifs des camps du travail; 90% des hommes occupés au service du travail étaient précédemment en chômage; ils risquaient de se voir retirer l'allocation de chômage ou d'être rayés des listes des bureaux de placement en cas de refus de se laisser inscrire. 1% étaient des bacheliers qui pour pouvoir faire des études ont besoin du certificat du service du travail. 9% tout au plus étaient des volontaires.

La section de la Marche orientale qualifie cette statistique de caractéristique pour l'ensemble du Reich. On peut donc dire que sur 230.000 hommes occupés au service du travail, 20.000 au grand maximum sont de leur plein gré devenus des "soldats de la pelle".

Les employeurs dans le Front du travail. (I.T.F.) Le national-socialisme prétend qu'il a mis fin au système économique capitaliste. Les oppositions entre les classes seraient effacées et employeurs et salariés seraient réunis, paisiblement et avec des droits égaux, dans la communauté populaire. Toutefois, dans la deuxième année de dictature hitlérienne il n'est déjà plus possible de maintenir ce beau mythe. Le programme du Front allemand du travail doit reconnaître (au point 6) que l'opposition entre employeurs et salariés persiste. Suivant ce point du programme, il est de la tâche du Front du travail de "réaliser la paix économique par une collaboration des communautés d'entreprise nationales avec les principales sections centrales industrielles et les commissaires au travail." - 4 -

Ces sections centrales industrielles sont les anciennes associations patronales qui ont changé de nom. Parmi les onze Commissaires au travail désignés en définitive, il y en a 5 qui viennent de l'industrie 2 étaient fonctionnaires, un était amiral et un autre banquier. Il n'y en a que deux qui viennent de l'usine : en Saxe l'industriel Mutschmann s'est choisi l'inoffensif Stiehler, en Rhénanie, le Commissaire au travail c'est l'ancien métallurgiste Boerger qui s'est laissé promouvoir professeur d'université et a proposé pour améliorer la situation économique dans son district que chaque Allemand boive un verre de vin de plus tous les ans! Des commissaires de cette espèce ne sont pas dangereux pour les patrons. N'empêche que les employeurs prennent tout de même leurs précautions.

Les communautés d'entreprise nationales sont des groupements nationaux des syndicats d'entreprise locaux, communautés d'entreprise placées sous la direction de l'employeur. Le représentant du Front allemand du travail dans l'entreprise est, soit l'entrepreneur lui-même soit un membre du conseil de confiance désigné par lui. Dans tous les organes du Front du travail, les employeurs occupent la moitié des fonctions. A part cela ils ont encore placé un "homme de confiance des employeurs" dans tous les organes importants. Les offices d'assistance judiciaire sont généralement dirigés par un ancien syndic d'une organisation patronale. Les employeurs ont des bureaux spéciaux d'assistance judiciaire. Dans chacune des 18 communautés d'entreprise nationales, les employeurs désignent le chef ou son suppléant. La caisse du Front du travail verse sans cesse des subventions aux employeurs; les entreprises minières de la Ruhr ont à elles seules touché 5½ millions! La Société récréative "Kraft durch Freude" se trouve sous la direction suprême de l'ancien rédacteur de la "Berliner Börsenzeitung" promu secrétaire d'Etat; la fonction principale à la section des congés et voyages est occupée par un ancien employé de la Fédération nationale des associations d'employeurs allemands.

Vu que le Front du travail faisait déjà de par lui-même ce que le patronat désire, beaucoup d'employeurs estimaient qu'il était superflu de se faire encore inscrire comme membre. Mais le commissaire dirigeant des associations patronales a formulé une invitation: "Il faut que chaque chef d'entreprise ait soin, par une collaboration au sein du Front du travail, de contribuer à la réalisation des nobles pensées éducatrices qui ont présidé à sa création." Les employeurs devront faire le nécessaire "pour éviter que le Front allemand du travail devienne l'endroit où sont tranchées les questions matérielles de la vie de tous les jours". Ainsi la paix économique naît dans le Troisième Reich du fait que les employeurs, avec l'aide du Front du travail contrôlé par eux, imposent aux travailleurs leur volonté sous la protection des commissaires investis de pouvoirs officiels et choisis dans leurs rangs.

Propriétaires d'esclaves. (I.T.F.) La loi sur la réglementation du travail national, accorde au chef d'entreprise la faculté de régner en maître sur le sort de son personnel qui lui doit la "fidélité". Or, la plupart des grandes entreprises ne sont pas dirigées par un chef mais par des Comités de direction et des directeurs généraux, mandatés par les actionnaires. Les Nazis ont parlé des directeurs des grandes sociétés en des termes aussi élogieux que des chefs de petites usines en les qualifiant de capitalistes "créateurs" en opposition avec les actionnaires qui représentaient le capital usurier et "cupide".

"Les Comités de direction et directeurs sont dépendants, vis-à-vis de demandes tendant à des améliorations dans l'entreprise, de l'opinion du conseil d'administration qui, lui n'a aucun intérêt--sauf celui du propriétaire d'esclaves!-- au bien-être des travailleurs et de l'entreprise, aussi longtemps que le capital investi lui rapporte de gros dividendes" (Programme du parti national-socialiste). Plus d'un a cru que les Nazis, en réalisant les points de leur programme, rendraient les directeurs "amis des ouvriers", indépendants de la cupidité des capitalistes anti-ouvriers-- du moins pour autant qu'il s'agirait "d'améliorations des conditions de travail". Les commentaires officiels à la loi sur la réglementation du travail allemand établissent cependant la suprématie dans la direction de l'entreprise du capitaliste, du gros actionnaire. Il est vrai qu'il doit désigner un suppléant qui le représente vis-à-vis du personnel mais "le suppléant ne peut agir que dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été conférés et il est tenu d'observer les instructions de l'entrepreneur". Le "suppléant" créateur, le directeur général qui exerce à proprement parler



la fonction de chef de l'entreprise, est tenu de respecter les instructions du propriétaire: les Nazis qui se sont mis en marche pour détruire le "capital cupide", ont fait du "propriétaire d'esclaves", du capitaliste "cupide" étranger à l'entreprise, le maître absolu.

L'industrie allemande de l'armement reçoit des millions en subventions. (I.T.F.) L'Allemagne ne possède que très peu de pétrole et elle doit importer ce carburant. C'est ainsi qu'en cas de guerre--et la dictature nazie compte sur une guerre comme l'apogée nécessaire de son activité-- l'armée allemande serait dépendante des importations de l'étranger. Or, l'issue d'une guerre moderne dépend pour une large partie des stocks de carburant disponibles pour la flotte aérienne et les parties motorisées de l'armée. C'est pourquoi on ne recule devant aucun sacrifice précuniaire pour pousser l'extraction de carburant du charbon. Toute l'industrie de la production de lignite a été groupée, selon une ordonnance du dictateur économique, le ministre Schacht ( le 27 septembre) en la " communauté de l'industrie du lignite" qui devra produire tous les ans de 300.000 à 400.000 tonnes de carburants. Pour construire les installations gigantesques nécessaires à cet effet, il faut importer des matières premières qui réclament des devises étrangères. La production ne pourra débuter que dans deux ans au plus tôt et alors seulement on économisera des devises. Il est par conséquent peu probable qu'on commence dès à présent, dans cette période de pénurie extrême de devises étrangères, à construire ces installations.

Une grande installation existe toutefois déjà. Le trust chimique I.G.-Farben possède dans ses usines de Leuna une installation de liquéfaction qui produit un carburant qui toutefois, en dépit des droits d'entrée élevés sur l'essence ( les prix à l'intérieur de l'Allemagne sont le quadruple des prix sur le marché mondial) n'est pas en mesure de soutenir la concurrence. C'est ainsi que cette installation de liquéfaction occasionne constamment des pertes au trust chimique. A présent l'installation de la I.G.-Farben et quelques petites installations de liquéfaction, créées par l'industrie de production du lignite d'Allemagne centrale, ont été incorporées dans la "communauté du lignite" qui a payé des millions pour les acquérir. Le capital nécessaire sera réuni au moyen d'une taxe sur chaque tonne de lignite produit. La production totale allemande s'élevait en 1933 à 127.000.000 t. La taxe prévue rapporterait, à raison de 2 marks par tonne, un total de 250 millions. Le quart environ du lignite allemand est extrait dans des mines qui sont de la propriété du Reich, des Etats ou des municipalités. La production de ces mines qui sont de propriété publique a un lien étroit avec la production de l'électricité à l'usage de la collectivité et elle ne saurait donc guère entrer en ligne de compte pour une liquéfaction. Néanmoins les entreprises publiques sont forcées de mettre 50 millions à la disposition de la grosse industrie afin que celle-ci puisse transformer des installations improductives en des entreprises florissantes au service de l'armement. Le dictateur Schacht exécute son programme avec logique: au frais de l'économie collective l'industrie de l'armement reçoit des millions en subventions. Par une seule mesure déjà dans l'intérêt de la grosse industrie, la position des entreprises publiques est affaiblie et le réarmement de l'Allemagne est favorisé de manière décisive.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

La vie du marin dans le Troisième Reich. (I.T.F.) On prétend que la communauté populaire nationale-socialiste se trouve réalisée à bord des navires allemands. Le périodique pour les travailleurs maritimes de tous grades "Der deutsche Seemann" décrit dans son N°4 quel est l'aspect de cette communauté:

"Disons-le nettement une fois pour toutes: le personnel disponible à bord à l'heure qu'il est ne permet pas d'exécuter avec tout le soin voulu les travaux, même les plus nécessaires. On peut objecter que les navires allemands naviguent tout aussi bien pour ne pas dire mieux qu'autrefois. Certes, mais seulement au prix d'une exploitation outrée du personnel et du matériel. Les conséquences des méthodes superficielles de travail d'aujourd'hui se feront sentir à mesure que les bateaux seront plus vieux. Les navires allemands ont encore dans le monde entier la réputation d'être les mieux tenus et de naviguer dans les meilleures conditions. Nous ne devons pas risquer de perdre cette renommée. Le petit nombre de marins enrôlés, est à tel point mis à contribution que même un travailleur qualifié et sûr ne saurait y suffire.

La situation est celle-ci aujourd'hui: il faut que le navire soit maintenu en un état de propreté et de navigabilité. Une partie de l'équipage est employée comme journaliers; le nombre de ceux qui font le quart est réduit à un minimum qui ne répond pas toujours aux nécessités de la sécurité.

La situation en ce qui concerne le congé annuel, n'est pas seulement triste, mais vraiment révoltante... Le personnel du pont doit après des voyages de 3 à 5 mois, travailler à bord jusque tard dans la nuit pendant les 6 à 10 jours d'escale dans le port d'attache; c'est là une situation qui ne profite à personne. Lorsque le soir ces marins rentrent finalement chez eux, ils sont tellement exténués qu'ils ne peuvent rien être pour leur femme et leurs enfants qui ont attendu depuis des semaines le retour du père et se sont réjouis de le revoir. Quand ensuite le navire repart, ces hommes continuent leur service par routine et pour subvenir aux besoins de la famille, mais ils n'éprouvent aucun plaisir au travail. Vu que ces choses se répètent dans la vie du marin, les éloignements et la désagrégation de la famille en sont les conséquences logiques. Ainsi toutefois, le marin perd le lien qui l'unissait à son peuple et à la patrie allemande. "--On voit, les Nazis même ne croient plus à la "communauté populaire".

"Il n'est guère étonnant de constater que l'opinion s'étend de plus en plus que les armateurs (nationaux-socialistes!) ne s'intéressent aucunement à leur personnel."

Chacun peut se rendre compte après cet exposé de la situation qui existe en réalité pour les marins allemands. Cette description a paru dans une revue nationale-socialiste, rigoureusement censurée. On peut tranquillement admettre que la réalité est bien pire.

On augmente les retenues en Autriche. (I.T.F.) Les cheminots autrichiens ont été privés des conseils d'entreprise, mais on continue à en retenir les frais sur leurs salaires. En février les conseils d'entreprise ont été supprimés; à présent la direction a daigné réduire de moitié la retenue. On continue à retenir 16.000 schillings pour couvrir les frais d'une représentation qui n'existe plus. Personne ne sait ce que devient cet argent.

La réduction de la retenue a été célébrée dans les milieux officiels comme une "amélioration sensible de la situation des cheminots". Au même moment cependant la cotisation obligatoire au Front patriotique, à laquelle aucun cheminot ne peut se soustraire, a été relevée de 0,20 à 0,40-1,20 sch. Jusqu'à présent, le Front patriotique obligeait les cheminots à lui verser 20.000 schillings par mois. Cela ne suffisait pas; les dominateurs voulaient 50.000. C'est pour quoi on extorque aux cheminots 30.000 schillings de plus par mois pour améliorer la situation des fascistes.